

Medellín : la ladera¹ crie, résiste et construit

par *Raúl Zibechi*

22 Juillet 2015

Un gigantesque amphithéâtre bordé de montagnes. En bas, au plus profond de la vallée traversée par le río (fleuve) Medellín, des édifices qui marquent le centre, des autoroutes replètes de voitures et, à mesure que le regard monte le long des versants, des milliers de logements entassés, accrochés aux précipices, ravins et défilés que les vagues successives de migrants ont dompté, les transformant en une sorte de cité verticale.

Double migration. L'historique, de la campagne à la ville, qui démarre pendant *La Violencia* (1946-1958) qui soumit le pays à la guerre civile entre libéraux et conservateurs avec un solde d'entre 200 et 300 000 morts. Récemment en 1957, la violence se calme, mais pas la persécution de la paysannerie, ce qui crée les conditions pour une reprise du conflit avec l'apparition des guerillas dans la décennie de 1960.

Mais qui continue en vagues successives, qui ont arraché des centaines de milliers de paysans à leurs terres convoitées par les terratenientes (grands propriétaires), narcos et paramilitaires. La dernière se produisit, à l'est d'Antioquia, entre 1998 et 2007, sept ans qui laissèrent la terre arrasée, selon une étude détaillée de la commune de San Carlos, à 100 kilomètres de Medellín [1].

En chiffres, le dépeuplement de la commune est hallucinant. En 1985 il avait 29 156 habitants qui se sont réduits à 13 000 en 2005, dans ce que l'on décrit comme « une danse de guerre », au cours de laquelle « les paramilitaires massacraient sans discrimination les habitants de la commune, tandis que les guerrillas attaquaient les centres urbains de toutes les localités de la région, affrontaient l'armée dans les zones rurales et tuaient les villageois qu'ils considéraient comme des informateurs ou des auxiliaires des paramilitaires », selon le chercheur Carlos Olaya [2].

Dans cette petite ville, il y eut 36 massacres, à raison de quatre par an, plus de 500 personnes furent assassinées et 152 furent victimes de disparition forcée. Les combattants laissaient les corps des victimes sur les chemins, les rues et les trottoirs en châtiment. Au pire moment de la guerre, jusqu'à 80% de la population s'enfuit vers d'autres communes, une partie revint quand le carnage se calma vers 2007.



C'est ainsi que se sont peuplés les versants de Medellín, où la population déplacée arriva peu à peu, abandonnée à son sort. Quatre habitants sur dix arrivèrent déplacés par le conflit. Les classes sociales sont définies par la géographie. Les plus pauvres vivent dans les communes les plus éloignées du centre. Les plus proches des sommets furent les derniers à arriver.

¹ *bidonvilles à flanc de montagne*

Bello Oriente : des quartiers en (auto)construction

Le petit bus grimpe les versants avec un gémissement rauque, donne de brusques changements de direction dans une avenue sinueuse et étroite. Il butte sur une circulation lente, avec des dizaines de piétons qui traversent et marchent le long de l'avenue, d'autres petits bus, des bennes de poubelle et des camions de livraison. Cela fait une heure et demie que nous sommes partis de San Benito, dans le centre, quand les maisons en briques et aux toits en zinc commencent à se faire rares.



Nous entrons dans la zone la plus haute de la commune 3, le quartier de Bello Oriente, d'où l'on peut apercevoir, là-bas en bas le centre, plus haut le versant occidental couvert de maisonnettes et à l'horizon les sommets verts et brumeux. Nous descendons devant une grande maison au milieu d'une prairie, une maison commune où une cinquantaine de personnes – huit sur dix des femmes – attendent en rond le début de la réunion.

La maison de deux étages a pour nom *El Paraíso (Le Paradis)* et les habitants du quartier la possèdent depuis 18 ans. C'est là que se réunissent les mouvements et les collectifs des versants, qu'ils font des brocantes de vente de vêtements et d'électroménager qu'ils troquent, que se rassemblent les réseaux de jardins potagers de la zone, les divers groupes qui fonctionnent dans le quartier et qu'ils réalisent des festivals gastronomiques de façon à recueillir des fonds.

La réunion commence. Chacun se présente : des jeunes chargés de la communication (Señales de Humo), des Femmes Aventurières gestionnaires en droits, la Red Barrial Social (le Comité Social de Quartier) de Bello Oriente, composée de plusieurs collectifs et institutions [3], des groupes culturels et artistiques, des étudiants universitaires, le Comité de la Population Déplacée de la Commune 13 et la Mesa Interbarrial de Desconectados (Fédération InterQuartiers des Déconnectés).

Claudia Serna, avocate active de la Mesa, explique que celle-ci s'est créée en 2009 pour regrouper ceux qui n'ont pas accès à l'eau, à l'énergie et à un logement digne, et qu'elle regroupe les habitants de six communes. Jairo, un homme mur de la Red Barrial, explique que « le Mégaprojet va nous déplacer », faisant référence au projet de Ceinture Verte de la municipalité qui prétend interdire la construction de quartiers sur les versants, et pour lequel il propose de déloger ceux qui occupent des zones qu'ils considèrent comme critiques.

« Ce qu'ils ont en projet, en réalité, c'est de vendre la ville aux étrangers et au tourisme » explique quelqu'un qui se considère comme un déplacé « intraurbain », vu qu'il a dû abandonner le centre parce qu'il ne pouvait plus continuer à payer le loyer. Mais il précise que certains de ses voisins ont dû subir trois ou quatre déplacements, d'abord de la campagne à la ville et ensuite dans celle-ci, changeant de lieu jusqu'à trouver à Bello Oriente un endroit dont on veut maintenant les déloger.

Bello Oriente a 5000 habitants et compose, avec cinq autres quartiers, la Franja Alta de la Comuna 3- Manrique, ainsi nommée, qui dans son ensemble compte 155 000 habitants. La Franja Alta (Frange Haute) en a environ 30 000, c'est la zone de peuplement la plus récente, celle qui a les pires services [publics] ou n'en a pas, celle que la municipalité veut déloger. Environ 55% de la population a été déplacée par le conflit armé, la majorité sont des travailleurs informels ou sans emploi [4].

La majorité des familles sont composées de femmes, de jeunes et d'enfants, ils n'ont pas de titres de propriété de leurs logements, beaucoup se sont vus couper l'eau et l'électricité qu'ils ne pouvaient payer. D'après un rapport de 2013, les rues « ont été construites par les habitants par leurs propres moyens » [5] et la communauté « a improvisé des services artisanaux non conventionnels comme l'assainissement communautaire, la connexion informelle à l'éclairage public et des conduites communautaires d'eau non traitée » [6].

Entre le pouvoir narco-paramilitaire et le pouvoir populaire

Ce large réseau de collectifs comprend, en outre, des espaces de formation et d'éducation, des marchés informels d'échange et de vente, et les potagers communautaires et familiaux. Certains ont commencé avec le soutien de programmes de la municipalité, mais au bout d'un certain temps ils continuent seuls. Le plus grand de Bello Oriente se trouve à environ 200 mètres de la maison commune : un grand espace de 100 mètres sur 50 où travaillent 12 familles. « Nous travaillons en communauté, une partie est pour les familles et le reste est vendu », explique un homme mur qui vient de la campagne et est heureux de recommencer à travailler la terre.



Un des commentaires inévitables des habitants fait allusion aux « muchachos ». Si le réseau communautaire est une sorte de pouvoir populaire, les « muchachos » incarnent l'opposé. Ils sont embrigadés dans des « structures paramafieuses » comme les Autodéfenses Gaitanistas de Colombie, appelées aussi « Urabeños », qui exercent un fort contrôle territorial et social et, de fait, constituent un cogouvernement de la ladera. Là où l'Etat est peu présent, les bandes paramilitaires ou *combos* sont un pouvoir antipopulaire, allié à ceux d'en haut.

A Medellín, il y a 350 *combos* qui contrôlent 70% de la ville, et dans lesquels participent 13 000 « muchachos » [7]. A Bello Oriente, « ils sont un exemple vivant de ce contrôle territorial, social et économique », par l'intermédiaire d'un groupe qui s'appelle « La 30 », qui domine en outre plusieurs quartiers avoisinants. Le groupe armé mêle le petit trafic de drogue aux « vacunas » (vaccins = impôts illégaux) perçus sur les commerces et la vente des œufs, des cigarettes de marque Ibiza, des arepas [galettes de maïs], du gaz et le transport collectif [8].

Ils couvrent leurs activités en disant qu'« ils offrent la sécurité », mais celui qui refuse de coopérer peut finir dans un caniveau avec une balle dans la nuque. Ils dominent les centres d'approvisionnement et, comme ils contrôlent le « centre mobile de réconciliation et de

convivialité », ils résolvent des problèmes de mariages, de dettes, de voisinage et jusqu'aux inévitables ragots. Le tout sous la menace.

Un exemple. Voici deux ans ils ont convoqué une réunion des microentreprises d'arepas pour les informer que la « vacuna » passait de 50 000 à 300 000 pesos mensuels (de 20 à 120 dollars). Beaucoup ne purent pas payer et le résultat fut que « à Bello Oriente sur 10 microentreprises d'arepas qui existaient, ils n'en reste que 4 » [9]. Le résultat c'est qu'ils régissent le marché avec l'aval de l'Etat, vu que, dans la zone, le CAI (Comando de Atención Inmediata – Groupe d'Intervention Immediate) de la Police Nationale n'interfère pas dans leurs affaires.

Le forum « La ladera parle à la ville », a abordé également cette question. Il affirme que les *combos* font pression sur la population pour la déplacer de là où la municipalité va réaliser des travaux. « Lors de la construction du métrocable de la commune 1, beaucoup de personnes ont été menacées pour qu'elles abandonnent leurs maisons, juste là où il y avait des travaux pour la construction des tours et des stations » [10].

Le grand projet de contrôle social de la population pauvre et d'internationalisation de la ville (grands événements et tourisme), suppose non seulement la création de la Ceinture Verte sur la crête des montagnes, mais aussi un ensemble d'investissements en infrastructures : métrocable, escaliers mécaniques, édifices emblématiques comme les parcs-bibliothèques et d'autres impliquent des interventions verticales dans le tissu urbain, comme la Bibliothèque Espagne [11].

« Les communes ont été construites par les gens, on ne peut pas oublier les efforts que cela a coûté aux communautés pour faire ce territoire, pour que d'autres viennent tirer profit de cette situation », disent les organisations sociales [12]. Grâce à leur travail, la terre a pris de la valeur, c'est pourquoi ils réclament, qu'au cas où elles se verraient obligés de se déplacer à nouveau, les familles doivent recevoir une « plus-value sociale » en compensation.



Déconnectés : lutte pour l'eau et pour la dignité

Une partie de la population de Medellín n'a pas accès aux services de base. On calcule qu'il existe un déficit de 50 000 logements, en outre 30 000 sont en zone à haut risque (danger de glissements) et 35 000 foyers ont été déconnectés de l'eau potable et de l'énergie électrique, soit environ 300 000 personnes qui n'ont pas pu payer et ont perdu ces services [13]. Ce secteur, [qui représente] environ 15% de la population de la ville et plus d'un tiers de ceux qui vivent dans les communes populaires, serait déplacé pour développer une ville vouée à la spéculation immobilière et financière.

Claudia Serna analyse avec rigueur les plans municipaux, « Medellín cherche à se positionner comme une ville dont le tissu urbain a été régénéré, pacifiée et ouverte au monde à travers de mega

événements internationaux, dont les messages cherchent à la caractériser comme une ville sûre pour l'investissement ». Mais cette sécurité, ajoute-t-elle, « se traduit en gros investissement en équipement militaire dans les communes pour que celles-ci offrent également ce potentiel touristique », qui s'appuie sur des travaux comme le métrocable [14].

La militarisation des quartiers populaires a donc deux logiques : une micro, insérée dans le quotidien, sur la base des *combos* qui contrôlent la population ; et une autre macro, liée à la présence policière-militaire et la construction d'équipement. En six ans, indique Serna, dans les quartiers que l'on veut déloger, on a construit six postes de police , cinq commissariats et neuf CAI, « avec lesquels on prétend contrôler des quartiers dont le caractère conflictuel est élevé » [15].

Mais ce mega-contrôle, l'addition des contrôles micro et macro, est au service de projets d'infrastructure qui favorisent l'accumulation de capital en même temps qu'ils renforcent le contrôle social. La contrepartie c'est que « en moins de dix ans, l'administration a reclassé environ 40 000 personnes dans des antres [minuscules] de seulement 42 mètres carrés » [16]. Mais dans des lieux éloignés, où leurs stratégies de survie ne fonctionnent plus et où le nouveau tissu urbain se retourne contre elles.

La Mesa Interbarrial de Deconectados est une des coordinations entre communes les plus importantes de Medellín. Elle se définit comme « une articulation d'organisations de quartiers et communautaires sur le thème de la déconnexion des services publics à domicile et du logement digne, qui revendique et met l'accent sur les droits fondamentaux des secteurs populaires à une vie digne » [17].

La Mesa a une « école interquartiers » itinérante, un espace de formation des habitants des communes sur la base de l'éducation populaire, elle compte un conseil juridique pour défendre les habitants en cas d'expulsions, des espaces pour les femmes, culturels (ils réalisent un Carnaval, des radionovelas, des groupes d'audiovisuels), de production dans les potagers, ils organisent des Rencontres des Déconnectés et publient la revue *Vida Digna*. [Vie Digne]

En avril 2014 ils ont impulsé le Forum Social Urbain Alternatif et Populaire, en parallèle au VII Forum Urbain Mondial organisé par ONU-Habitat, auquel ont participé des dizaines de collectifs de base de Medellín, de Colombie et d'Amérique Latine, durant quatre journées de débats [18].



Pauvreté, Eau et Vie Digne

Dire que les habitants des versants, comme ceux de la commune 1, sont pauvres, n'est pas suffisant pour comprendre leur réalité. Un relevé maison par maison fait en 2010 par le Réseau d'Institutions et d'Organisations Communautaire des quartiers La Cruz et La Honda (RIOBACH), juxtaposés à Bello Oriente, révèle la profondeur de cette pauvreté [19].

Dans 20% des familles, aucun de ses membres ne travaille. 7% des foyers n'a aucun revenu. 32% reçoivent moins de 45 dollars par mois par foyer et 65% moins de 142 dollars par mois et par foyer [20]. Seulement 4% des familles recevaient plus du salaire minimum (515 000 pesos ou 245 dollars en 2010).

22% des travailleurs sont informels, seulement 11% ont un contrat fixe, mais 38% font le « rebusque » (collecte) ou le « recorrido » (parcours), qui consiste en un trajet par les places de marché ou le centre pour se procurer gratuitement des aliments et d'autres prestations nécessaires pour la vie, une espèce de mendicité à peine dissimulée [21].

Dans la Franja Alta [Partie Haute] des communes la moitié de la population ne bénéficie pas du service d'Etat de l'eau potable et s'approvisionne aux conduites d'eau communautaires. Dans le tour de table des organisations à El Paraíso, Jairo a expliqué qu'à Bello Oriente la municipalité ne leur fournit pas l'eau parce qu'elle pense les déloger avec la Ceinture Verte. « Nous avons un aqueduc communautaire qui recueille les pertes du réservoir de l'entreprise, mais elle n'est pas potable ».

En Colombie, il existe une longue tradition d'aqueducs communautaires, tant dans les sentiers ou communautés rurales que dans les quartiers des villes. Comme l'indique la revue Vida Digna, « ce sont des constructions populaires autour de la gestion de l'eau », fréquentes parmi les indigènes, les communautés noires, les paysans et les secteurs populaires urbains.

« Leurs origines se trouvent dans le voisinage, la solidarité, le respect de l'environnement et dans les us et coutumes de chaque communauté qui, de manière ancestrale, ont uni leurs efforts pour subvenir aux besoins » [22]. En Colombie il y a plus de 11 000 aqueducs communautaires [23] et à Medellín plusieurs dizaines.



Miércoles 26 de septiembre 1990 instalacion acueducto comunitario entre barrio La Cruz y Bello Oriente. Archivo Falsury Giraldo

Ce sont des pouvoirs qui reflètent et affirment l'autonomie des secteurs populaires. C'est pourquoi ils sont combattus à feu et à sang.

Raúl Zibechi est chroniqueur international de l'hebdomadaire Brecha* de Montevideo, enseignant chercheur sur les mouvements sociaux à la Multiversité** Franciscaine d'Amérique Latine, et conseiller de plusieurs groupes sociaux- Il écrit le « Rapport Mensuel de Zibechi » pour le Programme des Amériques www.cipamericas.org/es d'où est extrait cet article publié en Août 2015.

* revue uruguayenne qui a compté parmi ses chroniqueurs le regretté grand écrivain Eduardo Galeano

** Institution de Formation Alternative d'Etudes Supérieures, créée en Argentine en 1989.

NOTES :

[1] Carlos Olaya, *Nunca más contra nadie. Ciclos de violencia en la historia de San Carlos, un pueblo devastado por la guerra*, Medellín, Cuervo Editores, 2012.

[2] Idem, p. 14.

[3] La Red la integran: ASOMUJPAR (Asociación de mujeres cabeza de familia del Paraíso), JAC (Junta de Acción Comunal), RAÍCES (Colectivo de memoria histórica de la comuna 3), Mesa Interbarrial de Desconectados, Kolektivo Kultural, Fundación Sumapaz, Comité barrial por la defensa del territorio, Fundación Palomá, Colectivo Audiovisual Señales de Humo, además de organizaciones externas.

[4] Anderson Ortiz Giraldo, Caracterización Comuna 3 Manrique de la ciudad de Medellín, revista *Kavilando*, 24 de diciembre de 2013, p. 6, en <http://www.kavilando.org/index.php/2013-10-13-20-05-51/informes/2324-caracterizacion-comuna-3-manrique-de-laciudad-de-medellin>

[5] *Convite* es trabajo colectivo comunitario.

[6] Idem, p. 8.

[7] Luis Fernando Quijano, “Criminales “emprendedores” en la Comuna 3 (Manrique)”, 30 de octubre de 2013 en <http://analisisurbano.com/?p=4262>

[8] Idem.

[9] Idem.

[10] “La ladera le habla a la ciudad”, Comunicado N° 4, 11 de diciembre de 2012 en http://mesainterbarrialdedesconectados.blogspot.com/2012/12/la-ladera-le-habla-la-ciudadcomunicado_7700.html

[11] El caso del Parque Biblioteca España (foto) es el mejor ejemplo de una inversión mal hecha: a siete años de su inauguración, se estaba cayendo y su reparación tiene un costo similar al de toda la faraónica obra.

[12] Idem.

[13] “Medellín: una ciudad que indigna”, revista *Kavilando* en <http://www.kavilando.org/index.php/2013-10-13-19-52-10/territorio/898-medellin-una-ciudad-que-indigna>

[14] Claudia Serna, “Medellín: La dinamización de la lógica del capital y del control territorial”, en revista *Kavilando*, v. 4, N° 1, enero-junio 2012, p. 51, en http://revistakavilando.weebly.com/uploads/1/3/6/3/13632409/9._dinamizacion_de_guerra_y_el_control_territorial_medelln.pdf

[15] Idem, p. 53.

[16] Idem, p. 54.

[17] <http://mesainterbarrialdedesconectados.blogspot.com>

[18] <http://mesainterbarrialdedesconectados.blogspot.com/2014/03/programacion-foro-social-urbano.html>

[19] RIOBACH, “Diagnóstico Comunitario Alternativo”, Medellín, octubre de 2010.

[20] Según cotización del dólar en 2010.

[21] Idem.

[22] *Vida Digna*, Boletín de la Mesa Interbarrial de Desconectados, N! 26, febrero de 2015.

[23] *El Espectador*, 21 de marzo de 2013.

Source : <http://www.cipamericas.org/es/archives/15255>